

Les « gilets jaunes » influencent le scrutin

Une liste « gilets jaunes » recueillerait peu de voix, pourtant le soutien à ce mouvement explique les choix des sondés



Lors des blocages des « gilets jaunes » à Bar-le-Duc (Meuse), le 17 novembre 2018. ÉDOUARD ELIAS POUR « LE MONDE »

La France ne s'est pas encore mise au diapason d'une campagne électorale dont l'enjeu initial est l'élection des futurs députés européens, le 26 mai. Et pour cause. Le mouvement des « gilets jaunes » combiné à la séquence du grand débat national ont totalement détourné les Français de l'enjeu européen. Si cela n'est pas nouveau, quelle formation politique pourra tirer un profit électoral de ce contexte particulier ?

Les résultats de notre enquête mettent en évidence une avancée importante pour la République en marche (LRM) et le Rassemblement national (RN). Quelle que soit l'hypothèse retenue, avec ou sans liste « gilets jaunes », ces deux formations sont créditées d'un score de plus ou moins 20 %, LRM toujours en tête avec 23 %. Derrière ces chiffres encore fragiles puisque la tête de liste du parti présidentiel n'est pas encore connue, se dessine une bipolarisation de l'espace politique français. Qui aurait pu imaginer il y a encore quelques semaines que le parti du président serait en passe de réussir son pari politique d'opposer la France des progressistes à la France des populistes ? C'est l'une des deux surprises de cette enquête.

Une surprise qui se comprend d'abord en analysant le mouvement des « gilets jaunes ». Cette crise sociale a clairement modifié le rapport des forces politiques organisé autour de trois France : celle du soutien au mouvement (37 %), celle de l'opposition au mouvement (28 %) et, enfin, celle de l'attente (35 %). Dans chacune de ces France, le scrutin européen remplit différents objectifs

car les motivations du vote sont fortement polarisées. D'un côté, 66 % des soutiens aux « gilets jaunes » déclarent déterminer leur vote en fonction des positions prises par les partis sur des questions nationales et 33 % sur des questions européennes. De l'autre côté, 58 % des opposants au mouvement accordent plus d'importance aux questions européennes qu'aux enjeux nationaux.

La même fracture se répète à propos de l'attachement à l'Union européenne. Au-delà d'une contestation à l'endroit d'Emmanuel Macron, c'est aussi le projet européen tel qu'il s'est dessiné ces dernières années qui est profondément remis en

62% DES SOUTIENS AUX « GILETS JAUNES » DÉCLARENT QU'ILS ÉPROUVERAIENT « UN VIF SOULAGEMENT » SI L'UNION EUROPÉENNE ÉTAIT ABANDONNÉE

cause. 62 % des soutiens aux « gilets jaunes » déclarent qu'ils éprouveraient « un vif soulagement » si l'Union européenne était abandonnée. L'attitude inverse, consistant à exprimer de « grands regrets », en cas d'abandon de l'UE, est soutenue en moyenne par 54 % de Français, ce chiffre atteignant 75 % pour les opposants aux « gilets jaunes » et 57 % pour les personnes plus attentistes.

La deuxième surprise est à chercher du côté des conséquences du scrutin européen du mouvement des « gilets jaunes ». L'élection européenne est habituellement qualifiée d'élection de second rang par les politologues,

c'est-à-dire une élection caractérisée par une faible participation et un caractère référendaire de l'action de l'exécutif national. Depuis le premier scrutin européen de 1979, le gouvernement en exercice en est sorti vainqueur à quatre reprises, soit une fois sur deux. Or, aujourd'hui, alors que la France connaît l'une de ses crises sociales les plus durables et profondes, le parti au pouvoir est en mesure de l'emporter avec un score honorable et inattendu (23 %).

Un espace large pour LRM

Est-ce à dire que le mouvement des « gilets jaunes » a offert à LRM un bain de jouvence électorale ? La répartition des intentions de vote pour les trois France décrites plus haut confirme la crispation de l'opinion publique autour des « gilets jaunes ». Elle conduit mécaniquement à renforcer les deux partis extrêmes sur une portion faible de l'électorat (le Rassemblement national et La France insoumise rassemblant 50 % des voix des soutiens aux « gilets jaunes ») et

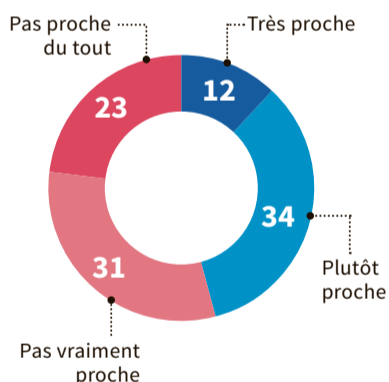
ouvrir un espace plus large pour LRM parmi les opposants au mouvement (51 % d'entre eux préférant la LRM et 16 % Les Républicains). La troisième France, ni soutien ni opposante, fait figure aujourd'hui d'électorat pivot puisque c'est en son sein qu'Emmanuel Macron bénéficie d'un socle important (19 %), le Rassemblement national une réserve de voix influente (13 %) et Les Républicains la majorité de ses soutiens (13 %).

En faisant jeu égal avec le parti de Marine Le Pen, Emmanuel Macron poursuit le travail de disruption de l'espace politique français en affaiblissant les oppositions officielles et en s'imposant comme l'ultime rempart aux désordres sociaux et politiques. Mais n'oublions pas que ces résultats, s'ils devaient se confirmer le 26 mai, ne donneront pas pour autant à la France une voix forte et influente dans le jeu parlementaire européen. ■

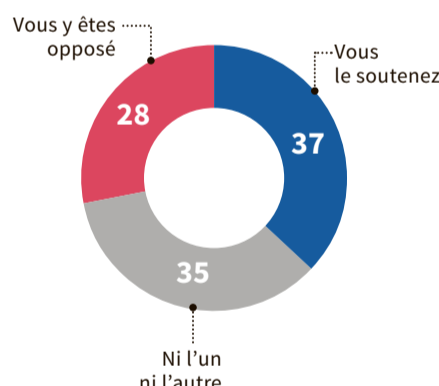
MARTIAL FOUCAULT
(PROFESSEUR À SCIENCES PO ET DIRECTEUR DU CEVIPOF)

Un jugement très partagé sur le mouvement des « gilets jaunes »

« De manière générale, diriez-vous que vous vous sentez proche des « gilets jaunes » ? » en %



« Quel jugement portez-vous sur le mouvement des « gilets jaunes » ? » en %



SOURCES : SONDAGE CEVIPOF, FJJ, LE MONDE

Où à un référendum, mais après les élections européennes

Interrogés dans le cadre de notre enquête, les Français sont globalement favorables à l'idée qu'un référendum soit organisé pour conclure le grand débat national en cours : 30 % le jugent indispensable (dont 50 % des sympathisants de La France insoumise et 49 % de ceux du Rassemblement national), 51 % souhaitable et 19 % seulement pas souhaitable. En revanche, quelle que soit la justification invoquée (simultanéité, rapidité), ils sont très majoritairement opposés (à 71 %) à l'éventualité qu'une telle consultation soit organisée en même temps que le scrutin européen, le 26 mai. A leurs yeux, les enjeux sont trop différents et un référendum éclipserait dangereusement les élections européennes.

Malgré l'impopularité du président, les macronistes résistent

LRM arriverait en tête des élections en attirant des sympathisants de droite et des électeurs pro-européens issus des catégories supérieures

À un point près, les intentions de vote en faveur de La République en marche (LRM) se situent au niveau atteint par Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 : l'impopularité du président de la République semble ne pas affecter le score de son parti. Cette impopularité est pourtant patente et la dégradation depuis mai 2018, spectaculaire. Pour n'en retenir qu'une seule illustration, 43 % de Français approuvaient l'action d'Emmanuel Macron et 50 % appréciaient sa personnalité à l'occasion du premier anniversaire de son élection.

Neuf mois plus tard, ils sont près de 70 % à désapprouver l'une ou ne plus apprécier l'autre. Pis, une prise de distance s'est opérée dans le cœur du système : 36 % seulement de ses électeurs du premier tour de l'élection présidentielle se déclarent satisfaits du président de la République ; et, dans le cœur du cœur, c'est-à-dire le noyau dur des sympathisants LRM, ils ne

sont plus que 65 % alors qu'ils étaient 93 % en mai 2018.

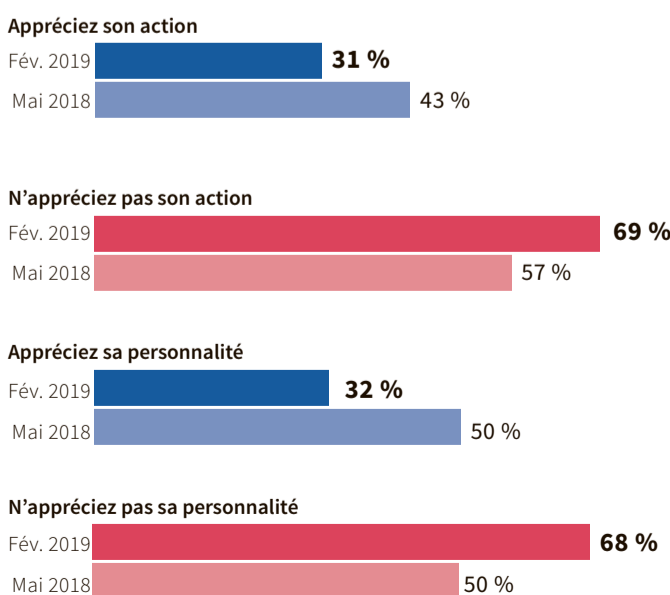
Pourtant, qu'il y ait ou non une liste « gilets jaunes », LRM arrive en tête avec 23 % des intentions de vote aux européennes. Il s'agit d'un score honorable si on le replace dans notre histoire électorale : depuis 1989, le parti au pouvoir a toujours obtenu entre 22 % et 29 % (à la seule exception de 2014). C'est un score appréciable si on le compare aux autres listes : même sans liste de « gilets jaunes », le Rassemblement national est devancé de 2 points, Les Républicains de 11 points et La France insoumise de 14,5 points. Il s'agit enfin d'un score solide dans la mesure où 71 % des électeurs de LRM disent leur choix « définitif ».

Une élection favorable à LRM

La première explication de cette apparente contradiction tient à ce que, malgré tout, Emmanuel Macron dispose d'un socle de 15 % de Français qui approuvent son bilan et d'une réserve disponible de 33 %

Une insatisfaction croissante

« A propos d'Emmanuel Macron, diriez-vous que vous... » en %



SOURCE : SONDAGE CEVIPOF, FJJ, LE MONDE

de Français qui gardent encore leur jugement. En outre, les caractéristiques de l'électorat de LRM sont éclairantes. Politiquement, il s'agit d'une France dont le centre de gravité se situe de plus en plus clairement à droite : ainsi, dans la répartition entre LR et LRM, le tiers des sympathisants du parti Les Républicains choisit la liste LRM.

Sociologiquement, il s'agit d'une France qui va bien : les intentions de vote montent à 33 % chez les cadres supérieurs, 31 % chez les bac + 4, 30 % chez les revenus supérieurs à 3500 euros. Idéologiquement, c'est une France dont l'identité pro-européenne est très marquée : 97 % se déclarent favorables au projet européen et, plus significativement, 40 % au projet européen « tel qu'il est » – c'est 20 points de plus minimum que les électeurs des autres partis traditionnellement pro-européens.

La deuxième explication est donc simple : le scrutin européen est une élection favorable à LRM. Dans un contexte de faible parti-

icipation, sa sociologie est une force : ses électeurs s'y déplacent traditionnellement davantage. Dans une élection à enjeu flou, son idéologie est un atout : ses électeurs sont les plus nombreux à se déterminer en fonction des questions européennes et non des questions nationales : tel est le cas de 61 % des sympathisants LRM contre 42 % pour l'ensemble des Français et 20 % des sympathisants RN.

Troisième explication, enfin, cette élection arrive paradoxalement à un bon moment. LRM puise aussi sa force de la faiblesse de ses adversaires. Les Républicains, par leur positionnement, ne cherchent plus à reconquérir la droite libérale. Les socialistes et les écologistes, par leurs divisions, rendent leur score invisible – alors même que leurs listes rassemblent entre 18 % et 20 % des électeurs selon les scénarios. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS)